



## LES CLEFS DE LA SEMAINE

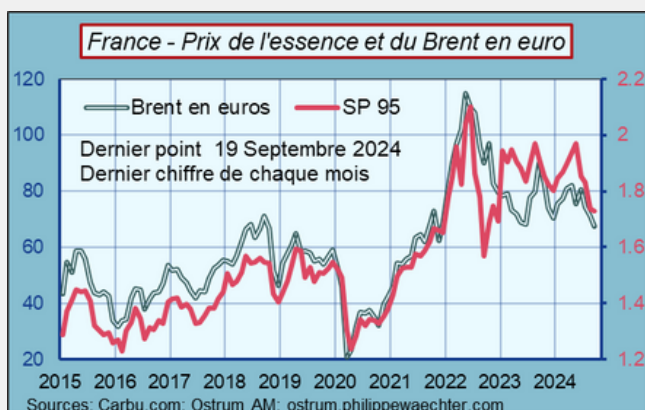
23 Septembre 2024



- Un cadre un peu vide pour la politique monétaire de la BCE Pages 2
- Climat des affaires en France - Le rebond du consommateur, Page 3
- Prix de l'essence, du pétrole et reprise de la consommation Page 4
- La Fed a fait ce qu'elle avait dit., Page 5
- Les jeunes femmes au cœur du changement des sociétés occidentales, Page 6 et 7
- Sauver la planète des plastiques Page 8
- Les partis politiques de tous bords poussent à l'augmentation des dépenses publiques, Page 9
- Et si la paix était plus dangereuse pour la nature et le climat que la guerre ? Page 10
- La science du climat doit parler davantage de "justice" - voici comment la philosophie peut y contribuer, Page 11

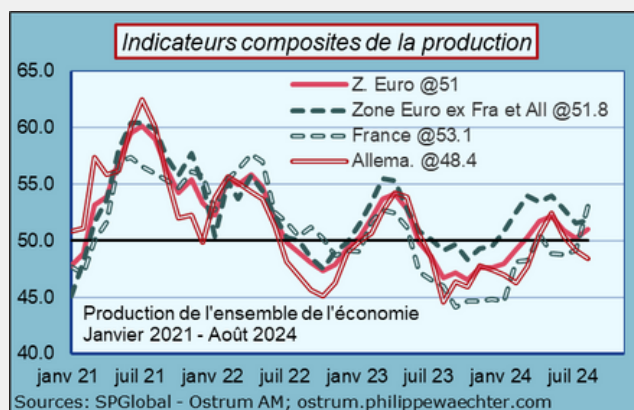
### Le graphe qui me plaît ou me préoccupe cette semaine:

La baisse du prix de l'essence va contribuer à soutenir l'activité via la consommation



### A suivre cette semaine

Enquêtes d'activité en zone Euro





La question de la semaine - 23 septembre 2024

## Un cadre un peu vide pour la politique monétaire de la BCE

Lors de la Conférence Michel Camdessus tenue au FMI le 20 septembre, Christine Lagarde est revenue sur les mécanismes de transmission de la politique monétaire dans une période troublée.

Le message est que dans une période qui pourrait être potentiellement instable la stratégie de la banque centrale doit être un îlot de stabilité.

D'ailleurs, l'application mise par la BCE à ancrer les anticipations d'inflation avant, pendant et après la pandémie a été efficace. Avec les politiques économiques non orthodoxes, on aurait pu craindre une forme de défiance ou de divergence sur les attentes relatives à l'inflation. Cela aurait eu des effets déstabilisants dont l'impact macroéconomique aurait été désastreux.

Cela n'a pas été le cas et il faut le mettre au crédit de l'action des banques centrales.

La mot d'ordre de la BCE, dans les mots de Christine Lagarde, est celui de la stabilité qui ne doit pas être pris pour de la rigidité. La BCE a appris des événements et des chocs passés pour appréhender l'environnement tourmenté et être le pôle de stabilité de la zone Euro. C'est pour cela qu'elle indique que la cible d'inflation de la BCE est maintenue à 2%.

Christine Lagarde parle de fragmentations, de bouleversements, d'innovations et de technologies pour éclairer la période contemporaine et justifier la stabilité que veut incarner la Banque Centrale Européenne. Elle associe à cette volonté une méthodologie pour définir au mieux la stratégie à suivre. Dans cette méthode, les évaluations des choix et des impacts sont multiples pour toujours favoriser la stabilité.

On ne peut que louer ce rôle que souhaite endosser l'institut monétaire. Dans les périodes chaotiques et potentiellement instables, il est nécessaire de disposer d'invariants, d'une forme de point fixe, comme diraient les mathématiciens, autour duquel pourrait s'organiser le chaos.

Pourtant la lecture du propos de Christine Lagarde laisse un goût d'inachevé.

Deux points n'y sont pas abordés alors qu'ils vont conditionner les trajectoires macroéconomiques du monde dans les décennies à venir.

Le premier est le changement climatique. Cette thématique était largement évoquée dans la revue de la politique monétaire de 2021, la présidente de la BCE se faisant alors forte de verdir la politique monétaire de la BCE. Cela faisait écho à un débat avec Jay Powell, et le président de la banque centrale de Chine Yi Gang à la BRI. La position de Christine Lagarde, très concernée par le changement climatique contrastait avec celle, plus neutre, de Jay Powell qui indiquait laisser ce point à la Maison Blanche.

Dans son discours du FMI rien n'est évoqué sur la transition énergétique qui va forcément conditionner les comportements des ménages, des entreprises et surtout des États. Cela peut paraître inquiétant que les bouleversements du monde décliné par Christine Lagarde n'intègrent pas ce qui est considéré comme une forme de révolution industrielle. Tout ne passera pas par l'intelligence artificielle. Cette transition énergétique va nécessiter d'importants investissements. Les États seront partis prenantes pour créer les impulsions et gérer les incitations pour orienter et faciliter la transition énergétique.

Se posera alors forcément la question de la dette publique nécessaire au financement de ces investissements. Cela est d'autant plus problématique que le point de départ est déjà très élevé.

Ce point, clairement évoqué par Mario Draghi dans son fameux rapport, est absent du discours de la BCE.

Dès lors, l'articulation des politiques budgétaire et monétaire, essentielle au cycles courts et longs de l'économie, est absente. Cela donne le sentiment que la BCE est un peu à côté du monde.

C'est dommage et laisse perplexe sur sa capacité à penser la zone Euro dans le futur.



## Climat des affaires en France - Le rebond du consommateur

L'indice de Climat des Affaires de l'Insee prolonge, en septembre, le rebond observé en août après la forte chute de juillet. Il est essentiellement tiré par les anticipations plus positives sur la consommation. Cela peut résulter de la baisse du prix de l'essence ce qui facilite l'achat d'autres biens. L'indicateur de l'emploi revient sur sa moyenne de long terme. Néanmoins les incertitudes demeurent sur le marché du travail



L'activité mesurée par le Climat des Affaires a prolongé, en septembre, le rebond observé en août après le profond repli de juillet suite aux élections législatives. L'indice moyen sur le trimestre est 3 points au-dessous de sa moyenne du deuxième trimestre. Pas certain que ce soit un bon signal pour le PIB du T3.



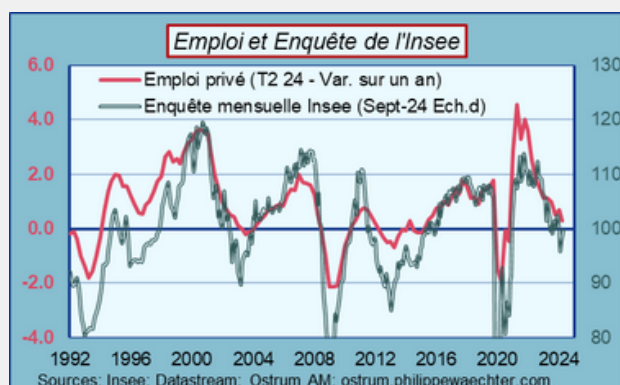
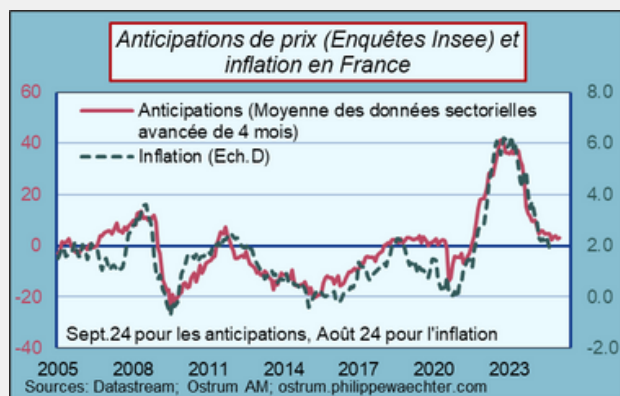
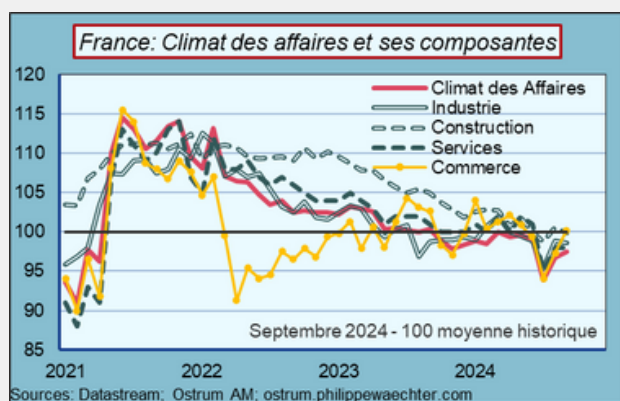
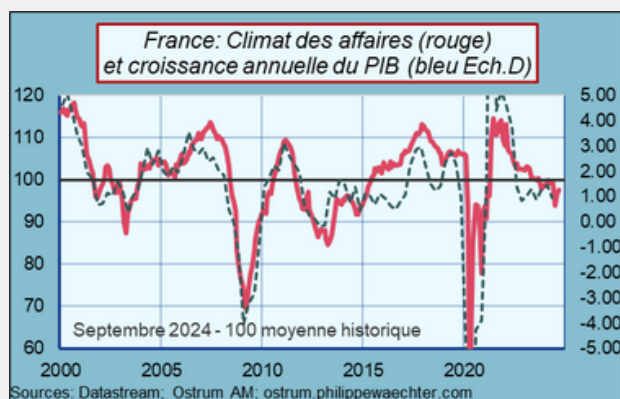
Les sous-indicateurs évoluent peu en septembre. L'amélioration principale vient de la distribution avec une perception plus forte des ventes auprès du consommateur. Cela peut résulter l'effet de la baisse du prix de l'essence (1.75€ le litre). Les ménages percevant une baisse de l'inflation au travers de ce poste auraient des intentions d'achat plus élevées.



D'ailleurs, les entreprises ne sont pas dans l'optique d'un changement rapide de leurs prix. L'inflation ne rebondira pas. D'autant que la hausse des salaires ralentit. La baisse des marges des entreprises en raison de la hausse des salaires est passée.



La bonne nouvelle est le rebond de l'indicateur d'emploi. Il revient sur sa moyenne de long terme (100) après un repli marqué en juillet. Ce rebond est important mais on notera qu'en août, les déclarations d'embauche à plus d'un mois reculent. Sur les 3 derniers mois, ces déclarations sont en moyenne revenues au niveau bas de mai 2021. Ce sera le sujet conjoncturel à surveiller.





## Prix de l'essence, du pétrole et reprise de la consommation

**La baisse du prix du pétrole entraine la baisse du prix de l'essence. Le mouvement ne va pas s'arrêter et profitera à la consommation**

Le repli du prix de l'essence est une bonne nouvelle pour le consommateur français. Le prix du "sans plomb 95" est à moins de 1.75€ le litre depuis le début du mois de septembre. Les fluctuations du prix de l'essence sont généralement bien corrélées, à court terme, avec l'évolution des dépenses de consommation. La baisse du prix libère du pouvoir d'achat permettant aux ménages d'accroître leur consommation.

Ce repli est associé au recul du prix du pétrole. Cela se constate sur le premier graphe. Les deux indicateurs sont bien corrélés.

Au regard des données du mois de septembre, jusqu'au 19, le prix du pétrole pourrait baisser de près de 25% sur un an. Cela devrait se traduire, comme l'indique le deuxième graphe, par une contribution négative du prix de l'énergie au taux d'inflation. Le taux d'inflation va ralentir encore de façon significative.

Le prix de l'énergie dans les indices de prix est très bien corrélé au prix du pétrole. Les autres énergies n'ont qu'un impact limité même si comme en 2022 l'impact a été spectaculaire mais limité dans le temps.

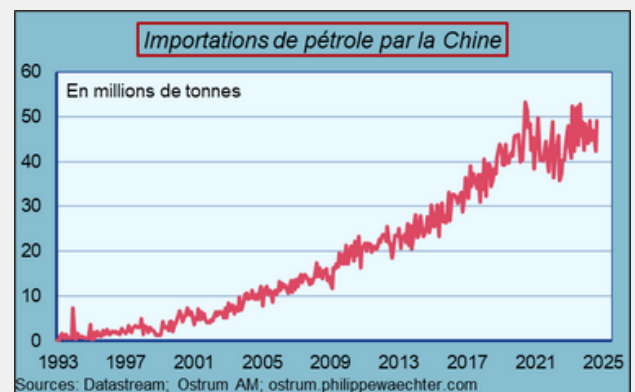
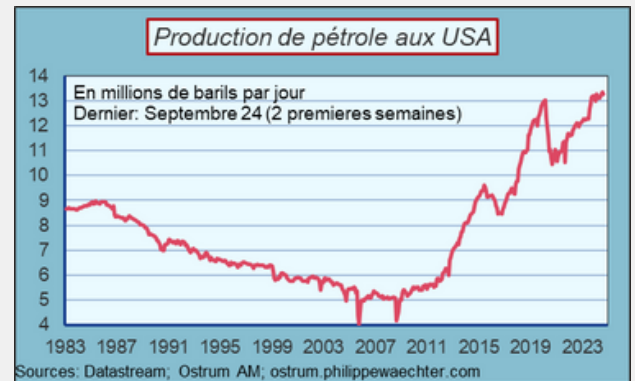
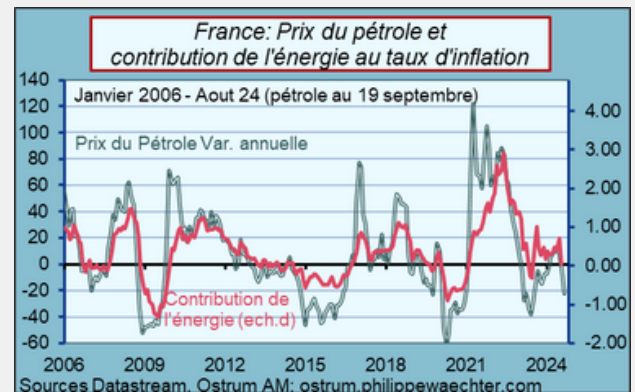
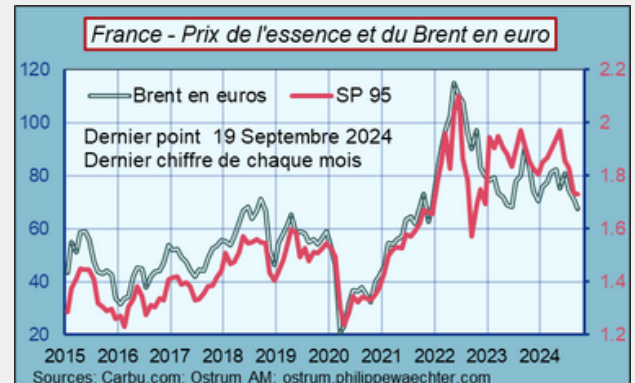
Le ralentissement de l'inflation sera un facteur favorable à la consommation et à la reprise cyclique.

L'inflation plus rapidement plus basse devrait inciter la BCE à revoir son jugement sur l'allure de la baisse des taux d'intérêt.

Le prix du pétrole se replie d'abord parce que l'offre continue d'augmenter. Dans son dernier rapport, l'Agence Internationale de l'Energie indiquait une progression de 80 000 barils/J en août à 103 millions de barils par jour. Le graphe sur la production américaine illustre ce point.

Sur un autre plan, les perspectives de demande sont revues à la baisse par l'AIE notamment en Chine. Cela reflète une activité modérée alors que se développe rapidement le parc d'automobiles électriques. (Plus de la moitié des véhicules vendues en août étaient électriques). Alors que les importations chinoises plafonnent depuis le Covid, ces nouvelles incitent à anticiper une demande moins dynamique

**Le prix du pétrole va encore reculer et cela permettra une reprise cyclique de la consommation des ménages.**





## Turbulences Macroéconomiques #22

### La Fed a fait ce qu'elle avait dit.

Reprenons: la banque centrale américaine, par la voix de Jay Powell, avait indiqué, à Jackson Hole à la fin du mois d'août que les conditions d'une baisse de taux était réunies.

4 points étaient signalées alors

- 1- Le marché du travail a changé d'allure et n'est plus susceptible de provoquer une résurgence de l'inflation
- 2 - L'activité est encore robuste
- 3- L'inflation a reflué nettement (1.1% en août lorsque l'on prend l'inflation hors logement)
- 4- Le taux de la BC sont suffisamment élevés pour pouvoir les ajuster fortement.

On peut rajouter la désormais fameuse règle de Sahm indiquant un risque de récession dans les mesures de juillet et encore plus d'août.

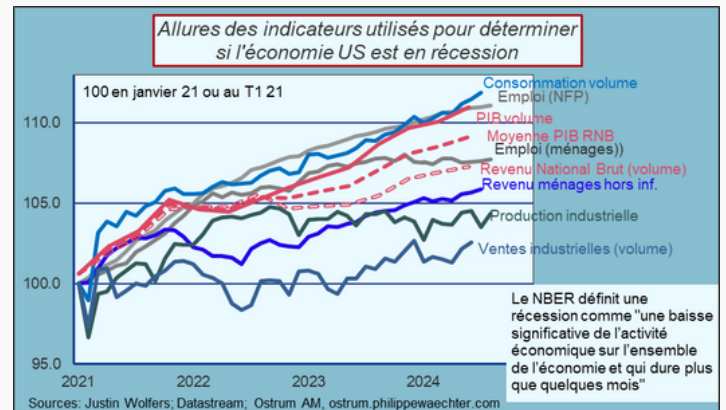
Des lors le raisonnement est le suivant: l'économie continue d'aller bien mais il y a une alerte sur le marché du travail. En répondant fortement à ce changement de ce marché (point 1) la Fed limite le risque de contagion vers le reste de l'économie et réduit la probabilité d'une récession dans les prochains mois. La baisse de 50 points de base à ces qualités.

La Fed continuera mais l'ampleur des baisses à venir dépendra de l'allure du marché du travail alors que l'inflation va ralentir avec la baisse profonde du prix du pétrole.

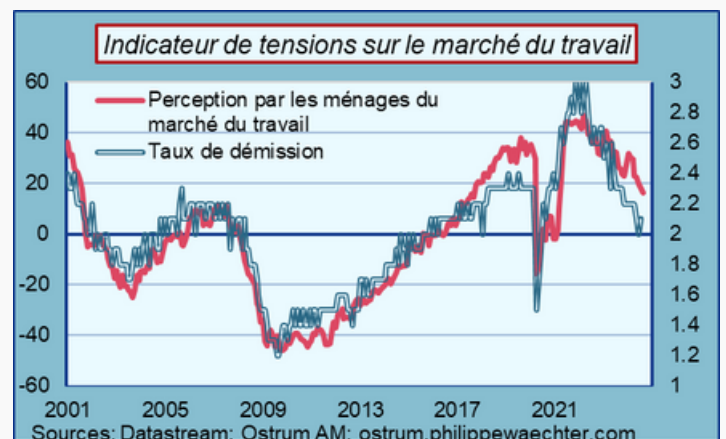
La question est toujours celle de la BCE dont la baisse de la semaine dernière apparaît déjà ridicule.

### Comment appréhender le risque de récession aux US

Les données macroéconomiques traditionnelles, celles suivies par le National Bureau of Economic Research, ne donnent pas de signaux de récession. Aucun ne baisse de façon significative dans la durée. Il n'y a donc pas d'effet de propagation.



Le changement s'observe sur le marché du travail et on peut utiliser la perception qu'ont les ménages de celui-ci pour avoir un jugement



Le dernier point d'alerte sur un risque de récession est la mesure de Claudia Sahm. Son indicateur était à 0.53 en juillet et à 0.57 en août. Or depuis 1960, dépasser 0.5 est un signal de récession imminente. Il y a donc un doute que la Fed veut effacer en abaissant son taux directeur.



## Turbulences Macroéconomiques #23

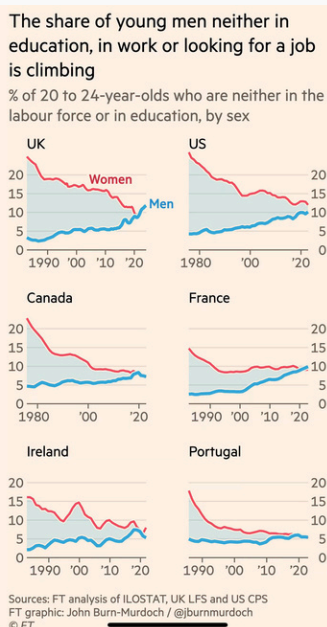
# Les jeunes femmes au coeur du changement des sociétés occidentales

Chacun est attentif au monde qui change de façon spectaculaire. L'intelligence artificielle, les véhicules électriques ou encore la géopolitique sont autant de bouleversements qui retiennent notre attention au quotidien.

Et puis il y a les signaux faibles, ceux qui ne créent pas de rupture brutale et sensationnelle, ceux qu'il faut décrypter patiemment pour en mesurer la pertinence et les conséquences. Ces signaux faibles seront pourtant au moins aussi puissants que les fractures spectaculaires pour orienter et définir les sociétés de demain dans le monde occidental.

Un article du Financial Times a établi que les jeunes filles surpassaient les jeunes hommes. Elles sont plus nombreuses à faire des études supérieures, leur taux de chômage est plus faible que celui des jeunes hommes, le nombre de jeunes femmes qui n'ont pas d'emploi ou à la recherche et ne sont pas en formation est plus faible que celui des jeunes hommes. En outre au Royaume Uni, le salaire des jeunes femmes est plus élevé que celui des jeunes hommes. Elles sont mieux formées et davantage demandées que les jeunes hommes. Ces caractéristiques ne s'appliquent pas de la même façon à tous les pays mais les signaux s'observent partout plus ou moins fortement dans tous les pays occidentaux.

Ce type de signaux se construisent depuis longtemps, ce n'est pas juste un artefact statistique. Les inflexions débuteraient au cours des années 1990 lorsque le nombre de jeunes filles faisant des études supérieures progresse plus vite et dépasse celui des jeunes hommes.



Le cadre qui se construit à des conséquences considérables à moyen et long terme. Et pas simplement à l'échelle du marché du travail.

Il y a une année, Claudia Goldin gagnait le prix Nobel d'économie pour ses travaux sur les femmes dans l'économie. Elle montrait comment les femmes faisaient le deuil de leur carrière lorsqu'il était question d'élever les enfants. Ce sont elles qui ne prennent pas les réunions en fin de journée, qui, en revanche, prennent leur mercredi pour le sport des enfants et ce sont elles qui finalement sont contraintes sur leur trajectoire professionnelle et leur rémunération. Dans l'ajustement du couple, c'est donc la femme qui porte la flexibilité et qui s'adapte aux contraintes.

Si le changement esquissé s'affirme et se confirme, il est probable que les données de l'équation vont changer. Dans le couple, si comme au Royaume Uni les jeunes femmes gagnent davantage que les jeunes hommes, les arbitrages changeront de nature. La relation deviendra rapidement plus équilibrée. La jeune femme qui gagne davantage aura la capacité d'imposer son propre emploi du temps. Cela arrive déjà mais l'effet de masse changera forcément la forme de la société civile. Dès lors qui portera la flexibilité ? La jeune femme ne sera plus forcément celle qui s'adaptera.

Sur un autre plan, les rapports de séduction pourraient changer de nature. Les jeunes hommes vont devoir devenir plus pertinents dans leur démarche.

Sur le marché du travail, la formation plus importante des jeunes femmes leur donnera un avantage comparatif considérable avec des effets sur les comportements de recrutement. Aux hommes qui recrutent des hommes pourrait succéder des femmes qui embauchent des femmes.

Le rapport de force changerait alors radicalement. Le gender gap pourrait alors s'inverser.

Bien qu'il y ait la question de la maternité qui est aujourd'hui souvent pénalisante, elle se posera forcément différemment. Si les femmes ont un rapport de force favorable, la question se posera différemment. D'autant que les femmes, plus nombreuses, auront une concurrence moindre entre elles.



## Turbulences Macroéconomiques #23

# Les jeunes femmes au cœur du changement des sociétés occidentales

Par ailleurs, de nombreuses études ont montré la capacité des femmes à penser en dehors des chemins battus au grand bénéfice de l'efficacité des entreprises. Les hommes apparaissent plus conservateurs, avec une tendance à reproduire l'existant. Ces études montrent que sur la prise en compte de l'environnement, de l'environnement de travail,...., les femmes avaient une approche vraiment différente et généralement plus vertueuse.

Une remarque cependant, si dans la durée, l'équilibre change entre hommes et femmes, ces caractéristiques resteront-elles identiques? Les femmes ne seront-elles pas alors les plus conservatrices pour maintenir la situation inchangée?

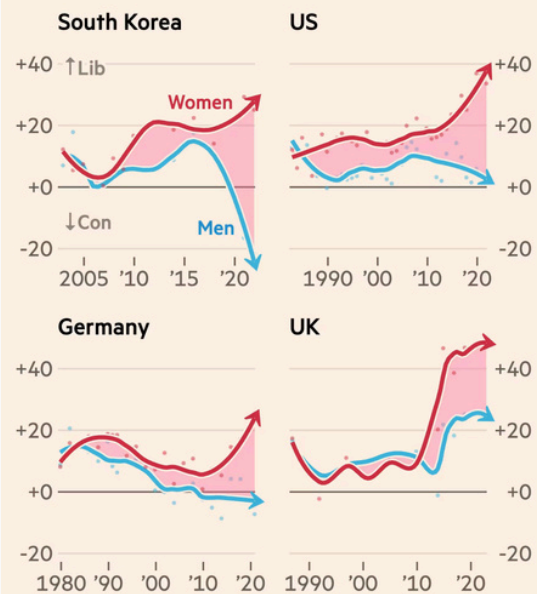
Le changement potentiel de l'équilibre actuel aura forcément une incidence sur l'équilibre des sexes en politique. Cela s'observera forcément en termes de représentativité dans les assemblées et autour de la table du conseil des ministres.

Une autre dimension se lit aussi dans les orientations politiques.

Dans un autre article du [FT](#), le même auteur indiquait que les jeunes hommes tendaient à être de plus en plus conservateurs alors que les jeunes femmes basculaient vers plus de progressisme.

### A wide ideology gap is opening up between young men and women in countries across the world

Political ideology of 18-29s (% liberal minus % conservative), by sex



Sources: Daniel Cox, Survey Center on American Life; Gallup Poll Social Series; FT analysis of General Social Surveys of Korea, Germany & US, and the British Election Study US data is respondent's stated ideology. Other countries show support for liberal and conservative parties. All figures adjusted for time trend in the overall population  
FT graphic: John Burn-Murdoch / @jburnmurdoch  
© FT

### Enfin le risque n'est-il pas ici?

La société pourrait changer radicalement. Les rapports entre hommes et femmes vont prendre un nouveau tour si l'on prolonge les tendances.

Mais les hommes, dépassés, pourraient devenir plus violents pour ne pas perdre leur pouvoir.

**Mais n'est-ce pas une histoire que l'on a déjà entendue? C'est là que les femmes et les hommes devront faire preuve d'intelligence.**



## Sauver la planète des plastiques

### Extraits

Si le débat actuel sur les plastiques est souvent axé sur la réduction de la consommation, cette approche étroite ne tient pas compte de la nécessité urgente de réduire la production de plastique à partir de combustibles fossiles. Si les entreprises parviennent à saper les efforts de réduction de la production de plastique, elles feront dérailler la lutte contre le changement climatique.

Les conséquences néfastes de notre dépendance excessive à l'égard des matières plastiques sont bien documentées. De l'extraction à la fabrication et à la consommation, chaque étape du cycle de vie des plastiques implique une pollution et une dégradation de l'environnement. La pollution plastique met en danger la faune et la flore, endommage les écosystèmes et présente de graves risques pour la santé humaine.

Le débat actuel, notamment en ce qui concerne les plastiques à usage unique, est souvent centré sur l'élimination, ce qui suscite des appels à des solutions d'"économie circulaire" comme le recyclage. Mais il n'existe pas de "plastiques sûrs", et les étiquettes des produits qui prétendent le contraire sont trompeuses et masquent les dommages causés par l'extraction du pétrole et du gaz, qui représente 99 % du plastique utilisé dans le monde. Les toxines libérées lors de l'extraction des combustibles fossiles sont connues pour leurs effets nocifs sur la peau, les yeux, les systèmes respiratoire, nerveux et gastro-intestinal, ainsi que sur le foie et le cerveau.

La production de plastique n'est pas seulement une menace directe pour la santé humaine, mais aussi un facteur majeur du changement climatique, puisqu'elle représente environ 3 à 8 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES). Pourtant, la production de plastique continue d'augmenter. Selon l'OCDE, l'utilisation mondiale de plastique - et les déchets qu'elle génère - pourrait presque tripler d'ici 2060. La moitié de ces déchets devrait finir dans des décharges, et moins de 20 % d'entre eux seront recyclés.

Plus alarmant encore, les plastiques recyclés ne devraient représenter que 12 % de l'ensemble des plastiques utilisés en 2060, tandis que les fuites de plastique dans l'environnement devraient doubler pour atteindre 44 millions de tonnes par an.

À l'approche de la réunion finale du comité intergouvernemental de négociation sur la pollution plastique, qui se tiendra à Busan dans le courant de l'année, les efforts déployés pour conclure un traité mondial visant à mettre fin à la pollution plastique doivent tenir compte de la nécessité urgente d'en réduire la production.

Pour garantir un avenir plus durable, nous devrions faire pression sur nos gouvernements pour qu'ils s'engagent à conclure un accord international contraignant qui limiterait et, à terme, réduirait la production et l'utilisation de plastique.

**Source: Jayati Ghosh - Project Syndicate Lien à cliquer <https://bit.ly/4e56yqW>**





## Les partis politiques de tous bords poussent à l'augmentation des dépenses publiques

### Extraits

Les déficits budgétaires importants et les niveaux d'endettement élevés appellent à une plus grande prudence budgétaire, mais les forces politiques exercent une pression contraire.

La politique conservatrice se définit traditionnellement par l'importance qu'elle accorde à la prudence budgétaire et à l'idée d'un État de petite taille. Les partis de gauche, quant à eux, sont généralement associés à une augmentation des dépenses et à une plus grande présence de l'État dans l'économie. La réalité pourrait cependant être différente.

Comme le montre notre nouvelle analyse, les partis de l'ensemble du spectre politique se ressemblent de plus en plus lorsqu'il s'agit de politique budgétaire : ils font tous campagne sur l'idée d'un gouvernement plus important et promettent davantage de dépenses.

Nous examinons le contenu fiscal de plus de 4 500 programmes politiques issus de 720 élections nationales tenues entre 1960 et 2022 dans des pays avancés et émergents.

La politique fiscale expansionniste semble être l'un des cas où les hommes politiques tiennent leurs promesses électorales. Une augmentation de 5 % de la part des programmes suggérant des dépenses futures est suivie d'une augmentation des déficits primaires allant jusqu'à 0,5 point de pourcentage du PIB sur plusieurs années dans la période de l'après-guerre froide. L'augmentation du déficit est principalement due à une expansion progressive des initiatives de dépenses plutôt qu'à des réductions d'impôts. En revanche, à la suite d'un "choc" de restriction budgétaire - une augmentation du discours de restriction d'une élection à l'autre - la baisse progressive des déficits est d'abord obtenue par des augmentations de recettes.

Ces résultats concordent bien avec les récentes enquêtes de perception du public. Les citoyens veulent davantage d'infrastructures, d'écoles, d'hôpitaux et de services (éducation, santé, sécurité), de préférence à un coût supplémentaire faible ou nul. Et les politiciens veulent les votes de la population.

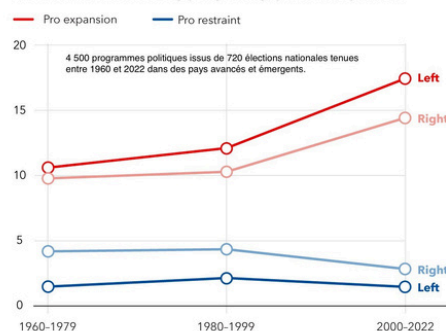
À l'avenir, l'appel généralisé à un gouvernement plus grand et plus actif, chargé de s'attaquer efficacement au changement climatique, à la défense et, en particulier, aux coûts associés au vieillissement des sociétés (tels que la santé et les pensions), s'accompagne de l'attente d'une augmentation des dépenses publiques. La question cruciale du financement de ces dépenses accrues reste ouverte.

Les déficits budgétaires importants et les niveaux d'endettement élevés dans le monde appellent à une plus grande prudence budgétaire, mais cela peut s'avérer difficile lorsque les forces politiques tirent dans la direction opposée. Les décideurs politiques et les électeurs devront se rallier à des stratégies politiques viables pour maintenir la viabilité budgétaire, alors que l'incertitude sur l'avenir des finances publiques s'accroît.

Source: blog du FMI Lien à cliquer <https://bit.ly/4dZCXzj>

### Parties on both sides have embraced more expansionary fiscal policy in recent decades

Evolution of discourse by party family, percent of platform



Sources: Manifesto Project database, Cao, Dabla-Norris, and Di Gregorio (2024), and IMF staff calculations. Note: The chart labels leftist, socialist, and liberal parties as left-leaning, and Christian-democrat, conservative, and nationalist as right-leaning. Each dot reflects a leaning-by-period average.

IMF



## Et si la paix était plus dangereuse pour la nature et le climat que la guerre ?

### Extraits

La seule chose plus dangereuse que la guerre pour la nature et le climat, c'est la paix. Telle est l'hypothèse explorée par Pierre Charbonnier, philosophe. Nous sommes en effet les héritiers d'une histoire intellectuelle et politique qui a constamment répété que créer les conditions de la paix entre les hommes nécessitait d'exploiter la nature.

Les années vingt de ce siècle marquent l'entrée dans un nouvel âge des politiques climatiques. L'enjeu climatique est désormais au cœur des relations internationales, au cœur des rapports de pouvoir. La maladie de la planète est remontée jusqu'au système nerveux central et plus aucune décision n'est prise sans que cet enjeu ne soit à l'horizon.

Nous savons que l'avenir des rapports de puissance est profondément dépendant des choix qui seront faits pour lutter contre la catastrophe climatique. Nous savons, en d'autres termes, qu'entre la guerre, la paix et le climat, un lien solide est désormais noué.

Désormais, l'énergie et le climat sont indissociables de la géopolitique. Agir pour le climat, ce n'est plus agir de façon désintéressée pour le bien d'une humanité abstraite, mais c'est s'inscrire dans des rivalités de pouvoir et défendre la sécurité d'une nation ou d'une alliance entre nations.

Le grand paradoxe de cette situation est que dans cette course au « net zéro », il faut arriver en bonne position. Il faut entrer en compétition, freiner l'autre, poser ses conditions – et donc potentiellement compromettre la cohérence de l'action collective. Pour tirer les bénéfices du nouvel ordre énergétique, de son aura écologique (qui exploite les ressources, qui en subit les conséquences environnementales ?), technologique (qui développe les brevets, les savoir-faire nécessaires à la transition ?), diplomatique (qui jouira du statut de « champion du climat » ?), les stratégies de puissance restent de mise.

C'est cette situation que je propose d'appeler écologie de guerre. Cette expression désigne le moment où soutenabilité et sécurité n'apparaissent plus comme des injonctions contradictoires mais convergent – au moins dans les discours – pour aiguiller vers une réduction des émissions de gaz à effet de serre. Lorsque l'écologie de guerre émerge, l'ordre énergétique et industriel change moins en raison des alertes scientifiques, des mobilisations sociales ou du sens de la justice que d'impératifs de sécurité et de puissance profondément liés à l'État.

Le dilemme de la sécurité n'a donc plus tout à fait la même signification que dans le passé, car il devient difficile d'établir une frontière nette entre ce qui garantit simplement notre subsistance et notre niveau de vie, ce qui propulse nos navires et nos engins de chantier, et ce qui compromet notre sécurité et notre avenir.

**Source: [Pierre Charbonnier The Conversation France](https://bit.ly/4esxK2v) Lien à cliquer <https://bit.ly/4esxK2v>**



## La science du climat doit parler davantage de "justice" - voici comment la philosophie peut y contribuer

### Extraits

Les climatologues disposent de toutes sortes de langage pour discuter de leurs théories scientifiques. Mais lorsqu'il s'agit de valeurs et de justice, le langage scientifique est moins utile. C'est important, car lorsque les scientifiques affirment qu'une politique ou un scénario climatique est "juste", ils ne peuvent pas toujours expliquer ce qu'ils veulent dire.

Il en résulte une certaine confusion. Prenons l'exemple de la réduction des émissions d'un pays donné. Si je dis qu'un plan est juste et que vous dites qu'il est injuste, mais que nous n'avons pas d'explication sur nos hypothèses sous-jacentes, nous finirons par parler l'un sans l'autre.

En tant que philosophe, j'ai aidé à relever ce défi en contribuant à une recherche récente qui définit un langage de justice pour les scientifiques du climat. Bien qu'il soit destiné aux climatologues, il peut également être utilisé dans le cadre de la politique climatique ou par toute personne essayant de réfléchir de manière plus rigoureuse au changement climatique.

#### Partager les richesses

La première forme de justice que nous abordons est la "justice distributive", qui pose la question de savoir comment les ressources rares doivent être partagées.

La justice distributive implique de se prononcer sur de multiples éléments. Par exemple, quels sont les paramètres les plus importants d'un point de vue moral lorsque l'on décide que quelque chose est juste ? Vous pouvez ensuite examiner quel "modèle" de distribution serait idéalement juste - par exemple, l'accès à l'énergie doit-il être exactement égal pour tous, ou doit-il varier en fonction du besoin d'énergie, de la capacité à l'utiliser, etc.

#### La procédure est-elle équitable ?

La deuxième forme de justice est la "justice procédurale" qui, en termes de recherche, consiste à se demander si les processus sont équitables. Par exemple, la recherche inclut-elle des chercheurs ayant des points de vue ou des antécédents différents ?

#### Rendre les choses justes

La troisième forme de justice est la "justice corrective". Il s'agit de déterminer qui doit être tenu pour responsable du changement climatique - par exemple, s'il convient d'établir une distinction entre les acheteurs de pétrole et les entreprises qui vendent le pétrole. Cela signifie qu'il faut se demander si les personnes lésées par les effets du climat doivent être indemnisées ou rétablies dans un état antérieur et, dans l'affirmative, comment cela doit-il être décidé ?

Le cadre qui découle de ces formes de justice est simple mais puissant. Les scientifiques peuvent utiliser les formes de justice qu'ils jugent les plus utiles à leur travail. Et lorsqu'ils ne sont pas d'accord sur les résultats qui sont justes, ils disposent d'un langage précis pour mettre le doigt sur la source du désaccord.

**Source: Kian Mintz-Woo [The Conversation](https://bit.ly/3ZqJcYt) lien à cliquer <https://bit.ly/3ZqJcYt>**



## Mentions légales

### Ostrum Asset Management

Société de gestion de portefeuille agréée par l'Autorité des marchés financiers sous le n° GP-18000014 du 7 août 2018. Société anonyme au capital de 50 938 997 € – 525 192 753 RCS Paris – TVA : FR 93 525 192 753. Siège social : 43, avenue Pierre Mendès-France – 75013 Paris – [www.ostrum.com](http://www.ostrum.com)

Ce document est destiné à des clients professionnels, au sens de la Directive MIF. Il ne peut être utilisé dans un but autre que celui pour lequel il a été conçu et ne peut pas être reproduit, diffusé ou communiqué à des tiers en tout ou partie sans l'autorisation préalable et écrite de Ostrum Asset Management.

Aucune information contenue dans ce document ne saurait être interprétée comme possédant une quelconque valeur contractuelle. Ce document est produit à titre purement indicatif. Il constitue une présentation conçue et réalisée par Ostrum Asset Management à partir de sources qu'elle estime fiables.

Ostrum Asset Management se réserve la possibilité de modifier les informations présentées dans ce document à tout moment et sans préavis et ne constitue en aucun cas un engagement de la part de Ostrum Asset Management

Ostrum Asset Management ne saurait être tenue responsable de toute décision prise ou non sur la base d'une information contenue dans ce document, ni de l'utilisation qui pourrait en être faite par un tiers. Les chiffres cités ont trait aux années écoulées. Les performances passées ne sont pas un indicateur fiable des performances futures. Les références à un classement, un prix ou à une notation d'un OPCVM/FIA ne préjugent pas des résultats futurs de ce dernier.

Les analyses et les opinions mentionnées dans le présent document représentent le point de vue de (des) l'auteur (s) référencé (s). Elles sont émises à la date indiquée, sont susceptibles de changer et ne sauraient être interprétées comme possédant une quelconque valeur contractuelle.

Dans le cadre de sa politique de responsabilité sociétale et conformément aux conventions signées par la France, Ostrum Asset Management exclut des fonds qu'elle gère directement toute entreprise impliquée dans la fabrication, le commerce et le stockage de mines anti-personnel et de bombes à sous munitions.

### Natixis Investment Managers

Le présent document est fourni uniquement à des fins d'information aux prestataires de services d'investissement ou aux autres Clients Professionnels ou Investisseurs Qualifiés et, lorsque la réglementation locale l'exige, uniquement sur demande écrite de leur part. Le présent document ne peut pas être utilisé auprès des clients non-professionnels. Il relève de la responsabilité de chaque prestataire de services d'investissement de s'assurer que l'offre ou la vente de titres de fonds d'investissement ou de services d'investissement de tiers à ses clients respecte la législation nationale applicable.

En France: Le présent document est fourni par Natixis Investment Managers International – Société de gestion de portefeuilles agréée par l'Autorité des Marchés Financiers sous le n° GP 90-009, société anonyme immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 329 450 738. Siège social: 43 avenue Pierre Mendès France, 75013 Paris.

Au Luxembourg: Le présent document est fourni par Natixis Investment Managers S.A. – Société de gestion luxembourgeoise agréée par la Commission de Surveillance du Secteur Financier, société anonyme immatriculée au RCS de Luxembourg sous le numéro B115843. 2, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

En Belgique: Le présent document est fourni par Natixis Investment Managers S.A., Belgian Branch, Louizalaan 120 Avenue Louise, 1000 Brussel/Bruxelles, Belgium.

En Suisse Le présent document est fourni par Natixis Investment Managers, Switzerland Sarl, Rue du Vieux Collège 10, 1204 Genève, Suisse ou son bureau de représentation à Zurich, Schweizergasse 6, 8001 Zürich.

Les entités susmentionnées sont des unités de développement commercial de Natixis Investment Managers, la holding d'un ensemble divers d'entités de gestion et de distribution de placements spécialisés présentes dans le monde entier. Les filiales de gestion et de distribution de Natixis Investment Managers mènent des activités réglementées uniquement dans et à partir des pays où elles sont autorisées. Les services qu'elles proposent et les produits qu'elles gèrent ne s'adressent pas à tous les investisseurs dans tous les pays.

Bien que Natixis Investment Managers considère les informations fournies dans le présent document comme fiables, y compris celles des tierces parties, elle ne garantit pas l'exactitude, l'adéquation ou le caractère complet de ces informations.

La remise du présent document et/ou une référence à des valeurs mobilières, des secteurs ou des marchés spécifiques dans le présent document ne constitue en aucun cas un conseil en investissement, une recommandation ou une sollicitation d'achat ou de vente de valeurs mobilières, ou une offre de services. Les investisseurs doivent examiner attentivement les objectifs d'investissements, les risques et les frais relatifs à tout investissement avant d'investir. Les analyses et les opinions mentionnées dans le présent document représentent le point de vue de (des) l'auteur (s) référencé(s). Elles sont émises à la date indiquée, sont susceptibles de changer et ne sauraient être interprétées comme possédant une quelconque valeur contractuelle.

Le présent document ne peut pas être distribué, publié ou reproduit, en totalité ou en partie.

Tous les montants indiqués sont exprimés en USD, sauf indication contraire.